

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISSE LE JEUDI

Matahiti 139  
Nymera hau

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 31  
no Titema 1990

NUMERO COMPLEMENTAIRE

au J.O.P.F. n° 50

du 27 Décembre 1990

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Décision n° 22 TG du 21 décembre 1990 portant modification de la décision n° 17 TG du 28 août 1990 portant désignation dans la subdivision des îles Tuamotu-Gambier des délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée, pour chaque bureau de vote, de dresser la liste électorale. .... 2079

Arrêté n° 3 CSA/MARQ. du 24 décembre 1990 modifiant et complétant l'arrêté n° 2 CSA/MARQ. du 22 août 1990 portant désignation des représentants de l'administration au sein des commissions administratives de révision des listes électorales pour 1990-1991 (publié au J.O.P.F. n° 37 du 13 septembre 1990, page 1363). .... 2079

#### ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

##### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délibération n° 90-113 AT du 4 décembre 1990 approuvant le budget du territoire, pour l'exercice 1991. .... 2080

Délibération n° 90-114 AT du 13 décembre 1990 portant modification de l'article 56 de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990. .... 2096

Délégation n° 90-120 AT du 13 décembre 1990 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1990. ....	2096
Délégation n° 90-123 AT du 13 décembre 1990 relative aux rapports entre les praticiens des professions médicales et paramédicales et la Caisse de prévoyance sociale. ....	2097
Délégation n° 90-124 AT du 13 décembre 1990 complétant la délégation n° 90-102 AT du 25 octobre 1990 relative aux orientations générales en matière d'accès aux services sanitaires publics et à la prise en charge des patients qui les fréquentent, et aménageant certaines dispositions relatives au régime d'assurance maladie-invalidité des travailleurs salariés. ....	2098
Délégation n° 90-125 AT du 13 décembre 1990 relative à l'aide médicale de solidarité. ....	2098
Délégation n° 90-127 AT du 13 décembre 1990 accordant l'aval du territoire à la Caisse de soutien des prix du coprah pour un emprunt de 150.000.000 F CFP auprès de la banque Socredo. ....	2101

## ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

### MINISTERE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT, DE L'ENERGIE ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté n° 1376 CM du 14 décembre 1990 fixant les conditions particulières de circulation publique sur les voies de la concession des forces hydrauliques à la Haute Papenoo, pendant la durée des travaux d'aménagement. ....	2102
---	------

### MINISTERE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté n° 1450 CM du 20 décembre 1990 fixant les prix de journée d'hospitalisation au Centre hospitalier territorial de la Polynésie française (hôpital de Mamao) pour l'année 1991. ....	2103
Arrêtés n° 1453 et n° 1454 CM du 20 décembre 1990 fixant la tarification des actes professionnels pratiqués en Polynésie française selon la nomenclature en vigueur ; - fixant la tarification des actes professionnels pratiqués par les médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux, des actes de biologie médicale et de divers actes ou services réalisés dans les formations sanitaires de la direction de la santé publique. ....	2104

**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****ACTES REGLEMENTAIRES  
DU HAUT-COMMISSAIRE**

**DECISION n° 22 TG du 21 décembre 1990 portant modification de la décision n° 17 TG du 28 août 1990 portant désignation dans la subdivision des îles Tuamotu-Gambier des délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée, pour chaque bureau de vote, de dresser la liste électorale.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu le code électoral et notamment l'article L 17 ;

Vu la circulaire n° 69-352 du 31 juillet 1969, mise à jour le 1er juillet 1987, relative à la révision et à la tenue des listes électorales ;

Vu l'arrêté n° 862 DRCL du 27 août 1990 portant constitution des bureaux de vote de la Polynésie française pour la période du 1er mars 1991 au 28 février 1992 ;

Vu l'arrêté n° 1340 BCO du 3 décembre 1990 portant délégation de signature au chef de la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier ;

Vu la décision n° 17 TG du 28 août 1990 portant désignation dans la subdivision administrative des Tuamotu-Gambier de délégués de l'administration au sein de la commission administrative chargée, pour chaque bureau de vote, de dresser la liste électorale,

Décide :

Article unique. — L'article 1er de la décision n° 17 TG du 28 août 1990 susvisée, est modifié à compter du 14 septembre 1990, en ce qui concerne la désignation du délégué de l'administration au sein de la commission administrative chargée de dresser la liste électorale de certains bureaux de vote, comme suit :

*Commune de Makemo*

*Au lieu de :*

- bureau de vote de Makemo : Mine Matai Véronique.

*Lire :*

- bureau de vote de Makemo : M. Wohler Laurent.

Fait à Papeete, le 21 décembre 1990.

Pour le haut-commissaire par délégation :

*Le chef de la subdivision des îles Tuamotu-Gambier,*  
Raymond PRATS.

**ARRETE n° 3 CSA/MARQ. du 24 décembre 1990 modifiant et complétant l'arrêté n° 2 CSA/MARQ. du 22 août 1990 portant désignation des représentants de l'administration au sein des commissions administratives de révision des listes électorales pour 1990-1991 (publié au J.O.P.F. n° 37 du 13 septembre 1990, page 1363).**

Le chef de la subdivision administrative des îles Marquises,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, promulguée dans le territoire par arrêté n° 2643 AA du 8 septembre 1984 ;

Vu la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 modifiant la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, promulguée dans le territoire par arrêté n° 716 DRCL du 14 juillet 1990 ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-408 du 17 mai 1972 portant création des subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, promulguée dans le territoire par arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu le code électoral et notamment son article L-17 ;

Vu l'arrêté n° 2 CSA/MARQ. du 22 août 1990 portant désignation des représentants de l'administration au sein des commissions administratives de révision des listes électorales pour 1990-1991 ;

Vu l'arrêté n° 670 BCO du 2 juillet 1990 portant délégation de signature à M. Jean-Jacques Fort, chef de la subdivision administratives des îles Marquises,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 2 CSA/MARQ. du 22 août 1990 est modifié et complété comme suit :

*Commune de Nuku-Hiva*

*Bureau de vote de Taipivai :*

*Lire :* Mme Rosine Haiti, née Tata, institutrice domiciliée à Taipivai.

*Au lieu de :* M. Gabriel Teikitekahiohō, instituteur.

*Bureau de vote de Hatiheu :*

*Lire :* Mme Jocelyne Teikiteetini, épouse Piriotua, institutrice, domiciliée à Aakapa ; (section de commune de Hatiheu).

*Au lieu de :* Mme Christiane Omitai, institutrice.

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 24 décembre 1990.

*Le chef de subdivision,*  
Jean-Jacques FORT.

## ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

#### DELIBERATION n° 90-113 AT du 4 décembre 1990 approuvant le budget du territoire, pour l'exercice 1991.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté modifié du 15 novembre 1873 relatif à la formalité de l'enregistrement dans le territoire ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu le code des contributions directes ;

Vu le code des douanes ;

Vu la délibération n° 79-26 du 27 février 1979 portant harmonisation du tarif des douanes, modifiée ;

Vu la délibération n° 83-27 du 17 février 1983 instituant une contribution exceptionnelle au profit de l'Agence territoriale de la reconstruction ;

Vu la délibération n° 83-129 du 26 août 1983 portant réglementation applicable aux dépenses en capital, modifiée par la délibération n° 84-84 du 26 avril 1984 ;

Vu la délibération n° 84-45 du 26 avril 1984 portant adoption du nouveau cadre comptable du territoire de la Polynésie française et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la délibération n° 84-1035 du 6 décembre 1984 portant approbation de mesures fiscales nouvelles applicables à l'importation ;

Vu la délibération n° 86-84 du 28 novembre 1986 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1987 ;

Vu la délibération n° 87-18 AT du 9 mars 1987 portant création du F.I.S., ensemble des délibérations portant création ou modification des fonds spéciaux, sections spécialisées du F.I.S. ;

Vu la délibération n° 88-157 AT du 22 novembre 1988 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1989 ;

Vu la délibération n° 90-88 AT du 30 août 1990 portant aménagement du F.P.P.H. ;

Vu la délibération n° 90-89 AT du 30 août 1990 modifiant la délibération n° 90-46 AT du 10 avril 1990 portant aménagement du tarif des douanes applicable à certains produits pétroliers ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 portant modification du règlement intérieur de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 90-112 AT du 25 octobre 1990 portant ouverture de la session ordinaire dite session budgétaire de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 1214 CM du 15 novembre 1990 soumettant un projet de délibération approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1991 ;

Vu le rapport n° 129-90 du 29 novembre 1990 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans la séance du 4 décembre 1990,

Adopte :

## PREMIERE PARTIE

### CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

#### TITRE I

##### *Dispositions relatives aux recettes*

##### *A - Dispositions antérieures*

Article 1er. — La perception des impôts, produits et revenus affectés au territoire, aux collectivités, aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 1991, conformément aux délibérations et arrêtés en vigueur et aux dispositions de la présente délibération budgétaire.

Art. 2. — Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les règlements en vigueur, à quelque titre que ce soit et sous quelque dénomination qu'elles reçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les employés qui confectionnent les rôles et tarifs, et ceux qui en poursuivraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Art. 3. — Seront également poursuivis comme concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque, et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation réglementaire, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe publique, ou auront effectué gratuitement la délivrance des produits des établissements et services territoriaux.

##### *B - Mesures fiscales*

##### *a) Droits et taxes à l'importation*

Art. 4. — L'article 1 de la délibération n° 90-89 AT du 30 août 1990 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 1er nouveau. — La taxe de péréquation applicable aux produits pétroliers relevant des codifications douanières 27.10.00.21 (supercarburant) et 27.10.00.29 (autres essences) est fixée à 8,20 F CFP par litre".

Art. 5. — L'article 3 de la délibération n° 90-88 AT du 30 août 1990 portant aménagement du Fonds de péréquation du prix des hydrocarbures est modifié comme suit :

La phrase : "Le produit de cette taxe est inscrit en ressources au budget du territoire qui prévoit une dépense d'un montant équivalent au profit du F.P.P.H." est abrogée à compter du 1er janvier 1991.

Art. 6. — Les articles 35 et 38 de la délibération n° 86-84 AT du 28 novembre 1986 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1987 sont abrogés à compter du 1er janvier 1991.

Art. 7. — A compter du 1er janvier 1991, l'article 12 de la délibération n° 88-1 du 28 janvier 1988 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1988 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

"L'intégralité du forfait défini à l'article 4 de la convention n° 87-713 du 20 août 1987 est versée au budget du territoire."

Art. 8. — A compter du 1er janvier 1991, sont versés au budget général du territoire :

- le prélèvement sur la viande bovine importée instituée par délibération n° 76-99 du 5 août 1976 ;
- le produit de la taxe de reboisement instituée par la délibération n° 76-183 bis du 30 décembre 1976 modifiée par la délibération n° 83-12 du 6 janvier 1983 et la délibération n° 89-87 AT du 23 juin 1989 ;
- le produit de la taxe pour l'emploi instituée par la délibération n° 84-1035 AT du 6 décembre 1984 ;
- le produit de la taxe pour le développement de l'artisanat instituée par délibérations n° 84-1035 AT du 6 décembre 1984 et n° 86-84 AT du 28 novembre 1986 ;
- le produit de la taxe nouvelle de solidarité pour la protection sociale instituée par la délibération n° 82-96 du 16 août 1982 modifiée par les délibérations n° 83-13 du 17 janvier 1983, n° 84-1035 du 6 décembre 1984, n° 86-52 du 20 août 1986, n° 86-84 du 28 novembre 1986 et n° 88-1 du 28 janvier 1988.

##### *b) Droits d'enregistrement*

Art. 9. — A compter du 1er janvier 1991, sont versés au budget général du territoire :

- le produit des redevances dues au titre des extractions de matériaux et des dommages et intérêts y afférents. Sont concernées les redevances dues en application de la délibération modifiée n° 68-136 AT du 12 décembre 1968, de la délibération modifiée n° 77-142 AT du 29 décembre 1977 et de la délibération n° 80-27 AT du 3 mars 1980 ;
- le produit de la taxe de mise en circulation des véhicules créée par la délibération modifiée n° 80-26 AT du 3 mars 1980 modifiée par les délibérations n° 83-8 du 6 janvier 1983, n° 86-3 du 19 mai 1983, n° 84-1039 du 6 janvier 1984 et n° 86-84 du 28 novembre 1986 ;
- le produit de la vente des bois, ou produits dérivés, du domaine et celui résultant de l'application de l'article 16 bis de la délibération modifiée n° 58-13 AT du 7 février 1958 portant régime des eaux et forêts.

##### *c) Impôts directs*

Art. 10. —

1 - La contribution exceptionnelle, instituée par la délibération modifiée n° 83-27 du 17 février 1983, est reconduite pour l'exercice 1991.

2 - Y sont soumises les sociétés dont le bénéfice imposable, au titre de 1991, est au moins égal à 50 millions de F CFP.

3 - Les dispositions de la délibération visée au paragraphe 1er ci-dessus s'appliquent mutatis mutandis :

- a) à l'exercice 1991, en ce qui concerne l'assiette de la contribution exceptionnelle ;
- b) à l'exercice 1990, en ce qui concerne les modalités de calcul provisoire de son montant.

4 - Le produit de cette contribution exceptionnelle est versé au budget général du territoire à compter du 1er janvier 1991.

Art. 11. — A compter du 1er janvier 1991, est versé au budget général du territoire le produit de la taxe d'apprentissage instituée par délibération n° 64-08 du 6 janvier 1964 modifiée par délibération n° 83-11 du 6 janvier 1983.

Art. 11 bis. — Les paragraphes 3 et 4 de l'annexe IV section I du code des impôts directs sont modifiés comme suit :

3 - L'assiette de la taxe est constituée par la différence entre le montant des provisions techniques figurant au bilan de clôture de l'exercice social et le montant des mêmes provisions figurant au bilan de clôture de l'exercice précédent.

Les provisions techniques concernées sont limitativement énumérées aux articles R 331-3, R 331-6 et R 331-30 du code des assurances.

La taxe n'est pas déductible du résultat imposable.

4 - Le taux de la taxe est fixé à 6 %.

## TITRE II

### *Dispositions relatives aux charges*

Art. 12. — Sous réserve des dispositions de la présente délibération budgétaire, sont confirmées, pour l'année 1991, les dispositions réglementaires qui déterminent l'ensemble des charges publiques incombant au budget du territoire.

## DEUXIEME PARTIE

### DISPOSITIONS RELATIVES AU FONDS D'INTERVENTION ET DE SOLIDARITÉ (F.I.S.)

## TITRE I

### *Dispositions générales*

Art. 13. — La délibération n° 87-18 AT du 9 mars 1987 portant création du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.) est abrogée à compter du 1er janvier 1991.

Art. 14. — Les délibérations, portant création des fonds spéciaux dont les noms suivent, sont également abrogées à compter du 1er janvier 1991 :

F.S.I.D.A.

Délibération n° 82-29 du 1er avril 1982 portant création du Fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agri-

culture et des activités annexes, modifiée notamment par la délibération n° 83-93 du 19 mai 1983.

F.S.A.C.

Délibération n° 75-24 du 25 janvier 1975 portant création du Fonds spécial pour l'amélioration de la cocoteraie, modifiée notamment par les délibérations n° 76-51 du 10 juillet 1976, n° 78-6 du 20 janvier 1978, n° 78-33 du 23 février 1978 et n° 81-30 du 19 mars 1981.

F.S.I.F.

Délibération n° 76-183 du 30 décembre 1976 portant création du Fonds forestier de la Polynésie française, modifiée notamment par la délibération n° 83-123 du 6 janvier 1983.

F.S.D.A.T.

Délibération n° 84-1015 AT du 11 octobre 1984 portant création du Fonds spécial pour le développement de l'artisanat traditionnel.

F.S.I.D.E.M.

Délibération n° 88-19 AT du 11 février 1988 portant aménagement de la section spécialisée du F.I.S. dénommée Fonds spécial d'intervention pour le développement des petites et moyennes entreprises et du secteur des métiers.

F.T.E.F.P.

Délibération n° 84-1017 AT du 11 octobre 1984 portant création d'un compte hors budget dénommé "Fonds territorial de l'emploi et de la formation professionnelle".

F.S.D.T.

Délibération n° 81-60 du 27 août 1981 portant création d'un Fonds spécial pour le développement du tourisme, modifiée notamment par les délibérations n° 81-87 du 26 octobre 1981 et n° 83-194 du 15 décembre 1983.

F.S.I.D.E.P.

Délibération n° 82-30 du 1er avril 1982 portant création du Fonds spécial d'investissement pour le développement de la pêche et des activités annexes, modifiée notamment par la délibération n° 83-92 du 19 mai 1983.

F.S.E.R.F.

Délibération n° 83-201 du 22 décembre 1983 portant création du Fonds spécial d'équipement routier et fluvial, modifiée par la délibération n° 84-1033 du 6 décembre 1984.

F.S.I.E.

Délibération n° 88-62 du 2 juin 1988 portant création du Fonds spécial d'intervention pour l'environnement.

F.I.R.S.T.

Délibération n° 89-6 du 9 février 1989 portant création d'une section spécialisée du Fonds d'intervention et de solidarité (F.I.S.), dénommée Fonds d'incitation à la recherche scientifique et technologique.

Art. 15. — Afin de maintenir le système de stabilisation des prix des produits de première nécessité institué par la délibération n° 89-144 AT du 21 décembre 1989 et eu égard à l'abrogation énoncée à l'article 13, la délibération n° 89-144 AT est ainsi modifiée :

A l'article 1er, la phrase "Il est créé hors budget du territoire, dans les écritures du payeur, une section spécialisée du F.I.S. dénommée F.S.P.P.N.", est remplacée par la phrase : "Il est créé, dans les écritures du payeur du territoire, un compte hors budget n° 4759-3 dénommé Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité (F.S.P.P.N.)."

L'alinéa 1 de l'article 3 est abrogé.

Ces modifications sont applicables à compter du 1er janvier 1991.

Le reste sans changement.

Art. 16.— Sous réserve des dispositions de la présente délibération :

- Les dépenses dûment engagées au titre du F.I.S. qui n'ont pas fait l'objet d'un mandatement, au plus tard le 31 décembre 1990, sont maintenues.
- Toute recette correspondant à des droits constatés et non encore ordonnancée, au plus tard le 31 décembre 1990, demeure acquise.

En l'attente de la détermination d'éventuelles modalités nouvelles de gestion des opérations par chaque ministère, les règles d'organisation et de fonctionnement des anciennes sections spécialisées du F.I.S. continueront à s'appliquer, mutatis mutandis, aux dotations reprises par le budget général.

## TITRE II

### Dispositions transitoires

#### II - 1 Dépenses

Art. 17.— A compter du 1er janvier 1991, les dépenses engagées visées à l'article 16 seront imputables sur les crédits du budget général du territoire, ouverts à chaque ministère dans le cadre de la reprise des opérations imputées jusqu'alors au F.I.S.

A cet effet, chaque secrétariat de section spécialisée établira une liste exhaustive de ces engagements, accompagnés des justificatifs utiles, dûment visée par le contrôle général des dépenses engagées. Cette liste sera soumise à l'approbation du conseil des ministres.

Art. 18.— Si au 31 décembre 1990, les conditions de validité des arrêtés octroyant une aide du F.I.S. n'ont pas été remplies par la passation d'une convention, notamment, la décision d'attribution prononcée par ces arrêtés sera considérée comme caduque.

Art. 19.— La charge du remboursement des emprunts est reprise par le budget du territoire.

Art. 20.— Les engagements 1990 du F.P.P.H., section spécialisée du F.I.S., non encore mandatés au 31 décembre 1990 seront pris en charge par le compte hors budget dénommé F.P.P.H. créé par la délibération n° 90-88 AT du 30 août 1990.

Art. 21.— Les engagements 1990 du F.S.P.P.N., section spécialisée du F.I.S., non encore mandatés au 31 décembre

1990 seront pris en charge par le compte hors budget dénommé F.S.P.P.N. visé à l'article 15.

#### II - 2 Recettes

Art. 22.— Le solde créditeur arrêté à la clôture de l'exercice 1990 et toute recette déjà constatée, mais recouvrée ultérieurement au titre des opérations du F.I.S., seront reversés au budget général du territoire.

A compter du 1er janvier 1991, les droits acquis au titre des anciennes opérations du F.I.S. donneront lieu, à émission directe de titres de perception sur le budget général du territoire.

## TITRE III

### Patrimoine

Art. 23.— Les biens meubles et immeubles de toute nature, acquis dans le cadre du F.I.S. au 31 décembre 1990 seront intégrés au bilan du territoire.

A cet effet, chaque secrétariat des anciennes sections spécialisées du F.I.S. produira un inventaire de ces biens existant au 31 décembre 1990.

## TROISIEME PARTIE

### MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

## TITRE I

### Dispositions applicables à l'année 1991

Art. 24.— Pour l'année 1991, les ressources du budget de fonctionnement sont évaluées, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération, à la somme de cinquante sept milliards huit cent cinquante et un millions de francs CFP (57.851.000.000 F CFP).

Chap.	Intitulé	Montant
930	Service financier	93.300.000
931	Personnel permanent	49.350.000
937	Réseaux territoriaux	1.300.000
940	Secteur finances	106.000.000
941	Secteur intérieur	150.600.000
943	Secteur éducation	836.084.000
944	Secteur culture	15.100.000
950	Secteur santé	713.600.000
951	Secteur jeunesse et sports	1.000.000
952	Secteur social	291.000.000
953	Secteur travail	229.100.000
960	Secteur économie	61.000.000
961	Secteur agriculture	316.200.000
962	Secteur équipement	2.265.066.000
963	Secteur aménagement	17.300.000
964	Secteur recherche et environnement	9.300.000
965	Secteur transports	17.700.000
969	Domaine	95.000.000
970	Charges et produits non affectés	329.000.000
971	Service fiscal direct	9.686.000.000
972	Service fiscal indirect	42.568.000.000
Total		57.851.000.000

Les recettes d'investissement sont arrêtées à la somme de *vingt milliards neuf cent quatre vingt neuf millions de francs CFP* (20.989.000.000 F CFP).

Chap.	Intitulé	Montant
900	Bâtiments administratifs	1.000.000.000
901	Voirie territoriale	744.500.000
903	Équipement scolaire et culturel	1.310.500.000
906	Services économiques autres que transports	100.000.000
907	Équipement rural	277.000.000
908	Urbanisme et habitations	1.000.000
925	Mouvements financiers	13.373.000.000
927	Financement complémentaire	4.183.000.000
Total		20.989.000.000
Total général des ressources		78.840.000.000

Art. 25. — Sont supprimés, transformés ou ouverts pour l'exercice 1991, les postes budgétaires décrits à l'annexe I à la présente délibération.

Art. 26. — Le montant des crédits ouverts pour l'année 1991 est fixé, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération, en dépenses directes de fonctionnement, à *cinquante sept milliards huit cent cinquante et un millions de francs CFP* (57.851.000.000 F CFP).

Chap.	Intitulé	Montant
930	Service financier	8.140.500.000
931	Personnel permanent	17.541.041.000
932	Ensembles mobiliers et immobiliers	129.800.000
933	Pouvoirs publics	1.463.152.000
934	Gouvernement	41.260.000
935	Administration générale	48.604.000
936	Voirie territoriale	138.080.000
937	Réseaux territoriaux	53.948.000
940	Secteur finances	60.497.000
941	Secteur intérieur	197.588.000
943	Secteur éducation	1.898.664.000
944	Secteur culture	592.423.000
950	Secteur santé	2.493.935.000
951	Secteur jeunesse et sports	278.077.000
952	Secteur social	6.898.705.000
953	Secteur travail	930.436.000
960	Secteur économie	2.775.005.000
961	Secteur agriculture	719.319.000
962	Secteur équipement	2.323.203.000
963	Secteur aménagement	42.540.000
964	Secteur recherche et environnement	58.765.000
965	Secteur transports	129.783.000
966	Secteur communications	205.240.000
970	Charges et produits non affectés	9.236.115.000
971	Service fiscal direct	50.000.000
972	Service fiscal indirect	1.404.320.000
Total		57.851.000.000

Art. 27. — Il est ouvert ou annulé au gouvernement du territoire, pour l'année 1991, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital, des autorisations de programme ainsi réparties :

Chap.	Intitulé	Montant
900	Bâtiments administratifs	2.461.700.000
901	Voirie territoriale	1.828.200.000
902	Réseaux territoriaux	592.500.000
903	Équipements scolaire et culturel	3.374.300.000
904	Équipements sanitaire et social	445.600.000
905	Transports et communications	3.394.100.000
906	Services économiques autres que transports	— 694.845.000
907	Équipement rural	1.799.900.000
908	Urbanisme et habitations	281.000.000
909	Autres équipements	132.000.000
911	Programmes pour les établissements territoriaux	2.010.730.000
912	Programmes pour les syndicats de communes et établissements publics communaux	400.000
914	Programmes pour autres tiers	2.534.583.000
925	Mouvements financiers	3.987.300.000

Ces autorisations de programme sont sous-réparties par ministère, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération.

Art. 28. — Il est ouvert au gouvernement du territoire, pour l'année 1991, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital, des crédits de paiement ainsi répartis :

Chap.	Intitulé	Montant
900	Bâtiments administratifs	3.589.000.000
901	Voirie territoriale	3.025.000.000
902	Réseaux territoriaux	300.000.000
903	Équipements scolaire et culturel	2.200.000.000
904	Équipements sanitaire et social	670.000.000
905	Transports et communications	2.500.000.000
906	Services économiques autres que transports	470.000.000
907	Équipement rural	600.000.000
908	Urbanisme et habitations	100.000.000
909	Autres équipements	200.000.000
911	Programmes pour les établissements territoriaux	1.350.000.000
912	Programmes pour les syndicats de communes et établissements publics communaux	25.000.000
914	Programmes pour autres tiers	2.050.000.000
925	Mouvements financiers	3.910.000.000
Total		20.989.000.000

Ces crédits de paiement sont sous-répartis par ministère, par arrêté du conseil des ministres.

Total général des dépenses 78.840.000.000

Art. 29. — Sont supprimés, modifiés ou ouverts pour l'exercice 1991, les sous-chapitres et articles budgétaires repris à l'annexe II à la présente délibération, et portant complément de la nomenclature budgétaire et comptable du territoire.

## TITRE II

### Dispositions permanentes

Art. 30. — Continuera d'être opérée, pendant l'année 1991, la perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe III à la présente délibération.



Art. 31.— En tant que de besoin, les crédits ouverts par la présente délibération peuvent faire l'objet de transferts ou virements de crédits, dans la double limite de la réglementation budgétaire et financière applicable en la matière et de la nomenclature comptable en vigueur dans le territoire.

Art. 32.— Le Président du gouvernement est habilité à négocier les emprunts inscrits au budget et à signer les conventions correspondantes.

Art. 33.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*

Franklin BROTHERSON.

*Le président,*

Jean JUVENTIN.

## ANNEXE I

### LISTE DES CREATIONS DE POSTES AU PROJET DE BUDGET TERRITORIAL 1991

MESURES NOUVELLES : CREATION, TRANSFORMATION ET TRANSFERT DE  
POSTES AU PROJET DE BUDGET 1991

Imputation	Service	Nbr.	Catég.	Intitulé du poste	Durée
------------	---------	------	--------	-------------------	-------

INSTITUTION      PRESIDENCE

941-04	DPF	1	D8	Chauffeur (régularisation)	12 mois
		2	D9	Gardien huissier (régularis.)	12 mois
				Femme de ménage (régul.)	12 mois
960.01	AFFAIRES ECONOMIQUES	1	CC2	Agent de service (régularis.)	12 mois
		4			
		4		Transformation 1 CC1 en 1 CM chargé d'études	12 mois

INSTITUTION      CESC

933.03	CESC	1	CC1	Economiste statisticien	12 mois
		1			

MINISTERE DE TUTELLE      VICE-PRESIDENCE

961.01	ECONOMIE RURALE	19	CC5	Budgétisation agents fonds travaux	12 mois
				Transformation 1 CC4 en 1 CC3	12 mois
961.02	DEVELOPPEMENT DE L'AGRI- CULTURE	19		Transformation 2 CC4 en 2 CC3	12 mois
				Transformation 2 CC3 en 2 CC2	12 mois
961.03	DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE			Transformation 1 CC4 en 1 CC3	12 mois
961.04	EAUX ET FORETS			Transformation 1 CC4 en 1 CC3	12 mois
961.06	PHYTOSANITAIRE			Transformation 1 CC4 en 1 CC3	12 mois
		19			

Imputation	Service	Nbr.	Catég.	Intitulé du poste	Durée
------------	---------	------	--------	-------------------	-------

## MINISTERE DE TUTELLE

## MAF

951.01	JEUNESSE	1	CC2	Secrétaire d'administration transfert du 952.04	12 mois
		1			
952.01	AFFAIRES SOCIALES	3	CC2	Assistance sociale	4 mois
		2	CC2	Educateur spécialisé	4 mois
				Transformation 1 CC3.en 1 CC2	4 mois
		1	CM	Transfert 1 CM du 952.04	12 mois
		6			
952.04	ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE	- 1	CC2	Secrétaire d'administration transfert au 951.01	12 mois
		- 1	CM	Formateur spécialisé Transfert au 952.01	12 mois
		- 2			
		5			

## MINISTERE DE TUTELLE MME

962.01	DIRECTION DE L'EQUIPEMENT	56	CC5	Budgétisation ouvriers	1 mois
		- 2	CC1	Techniciens SPOT Transfert au 960.03	12 mois
				Transformation 2 CC5 en 1 CC2 agent maîtrise	12 mois
				Transformation 2 CC5 en 1 CC2 électromécanicien	12 mois
		54			
962.02	FLOTILLE ADMINISTRATIVE			Transformation 27 CCM en 27 CC5 agent de service	12 mois
960.03	SERVICE MER ET AQUACULTURE	2	CC1	Techniciens SPOT Transfert du 962.01	12 mois
		2			
		56			

Imputation	Service	Nbr.	Catég.	Intitulé du poste	Durée
------------	---------	------	--------	-------------------	-------

## MINISTERE DE TUTELLE MSE

950.01	SANTÉ PUBLIQUE SCES CENTRAUX	-1	CC2	Infirmier	12 mois	
		-1	CC3	Transfert au 950.02 Adjoint de soins	12 mois	
		-1	CM	Transfert au 950.02 Adjoint de soins	12 mois	
		-1	CM	Transfert au 950.07 et chan- gement intitulé poste "méde- cin-biologiste" en "chirurgien"	12 mois	
		-1	CC5	Agent de service	12 mois	
		-1	CC1	Transfert au 950.04 Médecin adjoint	12 mois	
			CC2	Transfert au 950.05 Changement intitulé du poste "documentaliste" en "chef bureau infra/mat"	12 mois	
			CC2	Changement intitulé du poste "infirmière" en "secrétaire administration"	12 mois	
		-1	CC2	Infirmier	12 mois	
		-1	CC2	Transfert au 950.03 Infirmier	12 mois	
		-1	CC4	Transfert au 950.07 Aide soignant	12 mois	
		-2	CC4	Transfert au 950.07 Aide soignant	12 mois	
		-1	CC2	Transfert au 950.04 Laborantin	12 mois	
		-1	CM	Transfert au 950.04 Laborantin	12 mois	
		-3	CC2	Transfert au 950.06 et chan- gement intitulé poste "sage femme monitrice" en "infir- mier"	12 mois	
		-1	CC3	Transfert au 950.06 et chan- gement intitulé poste "sage femme" en "infirmier"	12 mois	
		1	CC1	Attaché d'administration	12 mois	
		2	CC2	Transfert au 950.07 Médecin adjoint	12 mois	
		1	CC2	Transfert du 950.02 Infirmier	12 mois	
		1	VAT	Transfert du 950.02 Laborantin	12 mois	
		1	VAT	Transfert du 950.02 Médecin	12 mois	
		3	CC5	Transfert du 950.03 Laborantin	12 mois	
				Transfert du 950.04 Auxiliaire de santé	12 mois	
				Transfert du 950.09	12 mois	
				-7		

Imputation	Service	Nbr.	Catég.	Intitulé du poste	Durée
------------	---------	------	--------	-------------------	-------

950.02	MEDECINE PREVENTIVE	9	CC3	Adjoint de soins	9 mois
		-1	CC1	Médecin adjoint	12 mois
				Transfert au 950.01	
		-1	VAT	Transfert au 950.06 et chan- gement intitulé poste "méde- cin" en "médecin gynécolo- giste"	12 mois
		-1	CC1	Transfert au 950.03 et chan- gement intitulé poste "méde- cin chef" en "médecin"	12 mois
		-2	CC2	Infirmier	12 mois
				Transfert au 950.01	
		-1	CC2	Laborantin	12 mois
				Transfert au 950.01	
		1	CC2	Infirmier	12 mois
				Transfert du 950.01	
		1	CC3	Adjoint de soins	12 mois
				Transfert du 950.01	
		1	CC5	Agent de service	12 mois
				Transfert du 950.04	
950.03	ETABLISSEMENTS DE SOINS	6			
		-1	VAT	Médecin	12 mois
				Transfert au 950.01	
		1	CC2	Infirmier	12 mois
				Transfert du 950.01	
950.04	CIRCONSCRIP- TION MEDICALE DE TAHITI	1			
		2	CC3	Adjoint de soins	9 mois
		-1	CC5	Agent de service	12 mois
				Transfert au 950.02	
		-1	VAT	Médecin	12 mois
				Transfert au 950.07	
		-1	CC2	Infirmier	12 mois
				Transfert au 950.08	
			CC2	Changement intitulé poste "kinésithérapeute" en "sage-femme"	12 mois
		-1	VAT	Laborantin	12 mois
				Transfert au 950.01	
		1	CC5	Agent de service	12 mois
				Transfert du 950.01	
		2	CC4	Aide-soignant	12 mois
				Transfert du 950.01	
		1	CC2	Laborantin	12 mois
				Transfert du 950.01	
				Transformation 1 CM en 1 CC1	12 mois
		2			

Imputation	Service	Nbr.	Catég.	Intitulé du poste	Durée
950.05	CIRCONSCRIPTION MEDICALE DE MOOREA	2	CC3	Adjoint de soins	9 mois
		-1	VAT	Médecin	12 mois
		1	CC1	Transfert au 950.08 Médecin adjoint Transfert du 950.01	12 mois
		2			
950.06	CIRCONSCRIPTION MEDICALE DES I.S.L.V.	10	CC2	Infirmier	6 mois
		1	CC2	Infirmière puéricultrice	12 mois
		1	CC2	Laborantin	12 mois
		1	CC2	Dietéticienne	12 mois
		3	CC4	Aide soignant	12 mois
				Transformation : 3 Vat en 3 CC1 (2 médecins et 1 pharmacien)	12 mois
		1	VAT	Médecin gynécologue Transfert du 950.02	12 mois
		1	CM	Infirmier Transfert du 950.01	12 mois
		3	CC2	Infirmier Transfert du 950.01	12 mois
950.07	CIRCONSCRIPTION MEDICALE DES MARQUISES	21			
		2	CC3	Adjoint de soins	9 mois
		1	CC1	Médecin	1 mois
		2	CC2	Infirmier	1 mois
		1	CC2	Puéricultrice	1 mois
		1	CC2	Sage femme	1 mois
		1	CC2	Manipulateur radio	1 mois
		1	CC2	Infirmier aide anesthésiste	1 mois
		1	CC5	Agent anti-filarien	1 mois
		1	CC5	Femme de service	1 mois
				Transformation : 1 Vat en 1 CC2 laborantin	1 mois
		1	CM	Chirurgien Transfert du 950.01	12 mois
		1	CC2	Infirmier Transfert du 950.01	12 mois
		1	CC4	Aide-soignant Transfert du 950.01	12 mois
		1	VAT	Médecin Transfert du 950.04	12 mois
		1	CC3	Attaché d'administration Transfert du 950.01	12 mois
		16			

Imputation	Service	Nbr.	Catég.	Intitulé du poste	Durée
950.08	CIRCONSCRIPTION MEDICALE DES AUSTRALES	1	CC2	Infirmier	12 mois
		1	VAT	Transfert du 950.04 Médecin	12 mois
		2		Transfert du 950.05	
950.09	CIRCONSCRIPTION MEDICALE DES TUAMOTU-GAMBIER	1	CC3	Adjoint de soins	9 mois
		-2	CC5	Transfert au 950.01 et changement intitulé poste "auxiliaire de santé" en "agent de service"	12 mois
		-1	CC5	Agent de service Transfert au 950.01	12 mois
				Transformation 1 CM 1 CC1	12 mois
		-2			
		41			

Imputation	Service	Nbr.	Catég.	Intitulé du poste	Durée
------------	---------	------	--------	-------------------	-------

## MINISTERE DE TUTELLE MED

943.01	EDUCATION			Transformation 1 CC2 en 1 CC1	12 mois
943.03	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	7	SUPP	Moniteur éducateur Transfert du 943.07	12 mois
		7			

943.07	DIRECTION ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	-7	SUPP	Moniteur éducateur Transfert au 943.03	12 mois
		-7			
		0			

TABLEAU RECAPITULATIF DES TRANSFORMATIONS DE POSTES  
AU PROJET DE BUDGET 1991 (SANS INCIDENCE FINANCIERE)

SUPPRESSION		CREATION		DUREE
NOMBRE	CATEGORIE	NOMBRE	CATEGORIE	
- 2	CM	2	CC1	12 mois
- 1	CC1	1	CM	12 mois
- 1	CC2	1	CC1	12 mois
- 2	CC3	2	CC2	12 mois
- 1	CC3	1	CC2	4 mois
- 5	CC4	5	CC3	12 mois
- 4	CC5	2	CC2	12 mois
- 3	VAT	3	CC1	12 mois
- 1	VAT	1	CC2	1 mois
- 27	CCM	27	CC5	12 mois
- 47		45		



TABLEAU RECAPITULATIF  
DES CREATIONS DE POSTES  
AU PROJET DE BUDGET 1991

NOMBRE	CATEGORIE	DUREE
1	CC1	12 MOIS
1	CC1	1 MOIS
4	CC2	12 MOIS
10	CC2	6 MOIS
5	CC2	4 MOIS
6	CC2	1 MOIS
16	CC3	9 MOIS
3	CC4	12 MOIS
(*) 19	CC5	12 MOIS
(*) 58	CC5	1 MOIS
1	D8	12 MOIS
2	D9	12 MOIS
126		

(\*) Transfert de dépenses d'investissement (régie)

ANNEXE II

## MODIFICATION DE LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE ET COMPTABLE

SUPPRESSION ARTICLE		CREATION ARTICLE	
7502	Versement forfaitaire de droits d'entrée	7502	Taxe de solidarité pour la protection sociale
7588	Taxe de solidarité pour la protection sociale		
7507	Taxe sur les hydrocarbures	7507	Taxe sur l'essence et le gas-oil
7585	Taxe sur l'essence et le gas-oil		
7582	Taxe de reboisement	7508	Taxe de reboisement
7580	Prélèvement sur la viande bovine importée	7509	Taxe sur la viande bovine importée
7584	Taxe de mise en circulation	755	Taxe de mise en circulation
755	Taxe sur les tombolas		
7586	Taxe sur l'audio-visuel	75090	Taxe sur l'audio-visuel
7591	Versement forfaitaire CEA-CEP (FIS)		
7589	Taxe sur les installations classées	7592	Taxe sur les installations classées
7602	Prélèvement de solidarité	7602	Contribution exceptionnelle

SUPPRESSION SOUS-CHAPITRE		CREATION SOUS-CHAPITRE	
		940-04	Contrôle des dépenses engagées
		952-11	Interventions exceptionnelles
		953-11	Interventions exceptionnelles
		961-11	Interventions exceptionnelles
		964-11	Interventions exceptionnelles
		971-09	Autres impôts directs

## ANNEXE III

LISTE DES TAXES PARAFISCALES TERRITORIALES  
DONT LA PERCEPTION EST AUTORISEE POUR 1991

DESIGNATION	BENEFICIAIRES	REFERENCES REGLEMENTAIRES
Taxe pour le développement du sport (bière)	O.T.E.S.S.E	Délibération n° 84-1035 AT du 6 décembre 1984
Taxe sur les polices d'assurance automobiles	C.H.T (MAMAO)	Délibération n° 84-1038 AT du 6 décembre 1984
Taxe supplémentaire de solidarité	O.T.A.S.S	Délibération n° 82-95 du 16 septembre 1982 et n° 84-1035 du 6 décembre 1984
Taxe de péage sur marchandises	PORT AUTONOME	Arrêté n° 960 FT du 3 mars 1977
Redevance d'équipement pour le port de pêche de Papeete	PORT AUTONOME	Arrêté n° 960 FT du 3 mars 1977
Redevance d'usage des installations gare frêt Aéroport de Tahiti	S.E.T.I.L	Arrêté n° 961 FT du 3 mars 1977
Centimes additionnels sur patentes, licences, impôts fonciers	COMMUNES	Arrêté n° 3005 BAC du 20 septembre 1972
Centimes additionnels	C.C.I	Délibération n° 83-178 du 4 novembre 1983
Taxes sur valeur locative des locaux professionnels	COMMUNES	Arrêté n° 256 BAC du 18 janvier 1978
Redevance d'aménagement touristique	O.P.A.T.T.I	Délibération n° 73-9 du 1er février 1973
Taxe sur l'énergie électrique distribuée dans l'île de Tahiti	F.E.I	Délibération n° 84-56 du 24 avril 1984
Taxe de péréquation des hydrocarbures	F.P.P.H	Délibération n° 90-46/AT du 10 avril 1990 modifiée par la délibération n° 90-89/AT du 30 août 1990

**DELIBERATION n° 90-114 AT du 13 décembre 1990 portant modification de l'article 56 de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu le code des communes ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière et ses textes d'application ;

Vu la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 portant réglementation des activités d'entrepreneurs de taxis, de voitures de remise et de voitures de service particularisé ;

Vu la délibération n° 90-112 AT du 25 octobre 1990 portant ouverture de la session ordinaire dite session budgétaire de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 1352 CM du 11 décembre 1990 du conseil des ministres approuvé dans sa séance du 28 novembre 1990 ;

Vu le rapport n° 141-90 du 11 décembre 1990 de la commission des transports, des postes et télécommunications ;

Dans sa séance du 13 décembre 1990,

Adopte :

Article 1er.— L'article 56, dernier alinéa du titre VI de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990, est modifié comme suit :

Art. 56, dernier alinéa.— "A titre transitoire et par dérogation aux dispositions des articles 21 et 34 ci-dessus, la conduite des voitures de remise et de service particularisé est autorisée jusqu'à la première réunion de la commission consultative paritaire ayant pour objet l'examen des certificats de capacité".

Art. 2.— Le Président du gouvernement du territoire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,

Franklin BROTHERSON.

Le président,

Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 90-120 AT du 13 décembre 1990 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1990.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 84-45 du 26 avril 1984 portant adoption du nouveau cadre comptable du territoire de la Polynésie française et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la délibération n° 89-146 AT du 23 décembre 1989 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1990 ;

Vu les délibérations n° 90-001 AT, 90-072 AT, 90-77 AT, 90-90 AT, 90-100 AT et 90-108 AT modifiant le budget du territoire pour l'exercice 1990 ;

Vu la délibération n° 90-185 AT du 30 août 1990 portant modification du règlement intérieur de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 90-112 AT du 25 octobre 1990 portant ouverture de la session ordinaire dite session budgétaire de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 1332 CM du 6 décembre 1990 approuvé en conseil des ministres dans sa séance du 5 décembre 1990 ;

Vu le rapport n° 135-90 du 11 décembre 1990 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 13 décembre 1990,

Adopte :

Article 1er.— Les recettes extraordinaires du budget du territoire pour l'exercice 1990 sont modifiées comme suit :

Chap.	Art.	Intitulé	+	—
903		<i>Equipe ment scolaire et culturel</i>		
	1051.03	Participation de l'Etat (ministère de l'éducation nationale)		209.000.000
	1051.04	Participation de l'Etat (contrat de plan 89-93)		127.000.000
907		<i>Equipe ment rural</i>		
	1051.04	Participation de l'Etat (contrat de plan 89-93)		148.000.000
927		<i>Financement complémentaire section d'investissement</i>		
	115	Excédents de fonctionnement capitalisés		600.000.000
		<i>Total général</i>		1.084.000.000
		<i>Solde</i>		— 1.084.000.000

Art. 2.— Les crédits de paiement votés au titre des dépenses en capital du budget du territoire de l'exercice 1990 sont modifiés comme suit :

Chap.	Intitulé	+	—
900	Bâtiments administratifs		52.000.000
901	Voie territoriale	490.000.000	
902	Réseaux territoriaux		116.000.000
903	Equipe ment scolaire et culturel		88.000.000
904	Equipe ment sanitaire et social		474.000.000
905	Transports et communications		266.000.000
906	Services économiques autres que transports		105.000.000
907	Equipements rural		233.000.000
908	Urbanisme et habitations		40.000.000
909	Autres équipements		60.000.000
911	Programme pour les établissements territoriaux		85.000.000
914	Programme pour autres tiers		55.000.000
	<i>Total général</i>	490.000.000	1.574.000.000
	<i>Solde</i>		— 1.084.000.000

Art. 3.— Le Président du gouvernement du territoire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Franklin BROTHERSON.

*Le président,*  
Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 90-123 AT du 13 décembre 1990 relative aux rapports entre les praticiens des professions médicales et paramédicales et la Caisse de prévoyance sociale.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu la délibération n° 74-22 modifiée du 14 février 1974 instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la délibération n° 90-112 AT du 25 octobre 1990 portant ouverture de la session ordinaire dite session budgétaire de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 1193 CM du 15 novembre 1990 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 137-90 du 11 décembre 1990 de la commission de la santé, de l'éducation, de la solidarité et des affaires sociales ;

Dans sa séance du 13 décembre 1990,

Adopte :

Article 1er.— Les rapports entre les praticiens des professions médicales et paramédicales et la Caisse de prévoyance sociale gérant les assurances maladie-invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles des différents régimes, sont définis par une convention entre la ou les organisations syndicales territoriales les plus représentatives de chacune des catégories professionnelles intéressées et la Caisse de prévoyance sociale.

Art. 2.— Ces conventions ont pour objet la maîtrise de l'évolution des dépenses de santé dans le maintien d'une médecine de qualité.

Dans l'intérêt des assurés sociaux et de la santé publique, le respect de la liberté d'exercice et de l'indépendance professionnelle et morale des praticiens est assuré, conformément aux principes déontologiques fondamentaux que sont :

- le libre choix du praticien par le malade,
- le paiement direct des honoraires par le malade,
- la liberté d'installation du praticien,
- la liberté de prescription,
- le secret professionnel,

sauf dispositions législatives et réglementaires contraires.

Art. 3.— Ces conventions déterminent notamment :

- les obligations de la Caisse de prévoyance sociale et celles des praticiens,
- les tarifs des honoraires et frais accessoires dus aux praticiens, et les modalités de remboursement,
- les conditions de déconventionnement,
- les moyens permettant la maîtrise des dépenses de santé et, plus particulièrement, la mise en place de tableaux statistiques d'activité des praticiens.

Art. 4.— Lorsque la convention intéressant les médecins, les chirurgiens-dentistes ou les sages-femmes, comporte des dispositions relatives à la déontologie, le conseil de l'ordre intéressé est consulté préalablement à l'approbation prévue à l'article 5 ci-dessous.

Art. 5.— La convention n'entre en vigueur qu'après approbation par arrêté en conseil des ministres. Il en est de même de ses annexes et avenants.

Art. 6.— Dès son approbation, la convention est applicable à l'ensemble des praticiens de la catégorie professionnelle intéressée à l'exception :

- 1- des praticiens, qui dans les conditions déterminées par la convention, ont fait connaître à la Caisse de prévoyance sociale qu'ils n'acceptent pas d'être régis par ces dispositions.
- 2- des praticiens placés hors convention pour violation des engagements prévus par celle-ci, et selon les conditions prévues par la convention.

Art. 7.— Les praticiens conventionnés sont affiliés à la Caisse de prévoyance sociale en assurance-maladie. Ils bénéficient pour eux-mêmes et leur conjoint et enfants à charge, tels que définis par la réglementation en vigueur dans le territoire pour l'assurance-maladie, des seules prestations suivantes : hospitalisation, longues maladies, évacuations sanitaires. Le bénéfice de ces prestations est soumis à l'obligation pour les praticiens de cotiser à un taux qui sera fixé par arrêté en conseil des ministres.

Art. 8.— En ce qui concerne les praticiens non régis par la convention, ou à défaut de convention régulièrement signée entre les parties concernées, les tarifs servant de base au remboursement des honoraires des praticiens, dénommés "tarifs d'autorité", sont fixés par arrêté du conseil des ministres, conformément à l'article 10 de la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée, instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés.

Art. 9.— Le Président du gouvernement du territoire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le secrétaire,*  
Franklin BROTHERSON.

*Le président,*  
Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 90-124 AT du 13 décembre 1990 complétant la délibération n° 90-102 AT du 25 octobre 1990 relative aux orientations générales en matière d'accès aux services sanitaires publics et à la prise en charge des patients qui les fréquentent, et aménageant certaines dispositions relatives au régime d'assurance maladie-invalidité des travailleurs salariés.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu la délibération n° 74-22 modifiée du 14 février 1974 instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la délibération n° 76-141 AT modifiée du 7 octobre 1976 instituant un régime d'assurance volontaire des non salariés ;

Vu la délibération n° 80-78 du 14 mai 1980 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité et un régime de réparation des accidents du travail en faveur des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, aquiculteurs et artisans ;

Vu la délibération n° 90-102 AT du 25 octobre 1990 relative aux orientations générales en matière d'accès aux services sanitaires publics et à la prise en charge des patients qui les fréquentent et aménageant certaines dispositions relatives au régime d'assurance maladie-invalidité des travailleurs salariés ;

Vu la délibération n° 90-112 AT du 25 octobre 1990 portant ouverture de la session ordinaire dite session budgétaire de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 138-90 du 11 décembre 1990 de la commission de la santé, de l'éducation, de la solidarité et des affaires sociales ;

Dans sa séance du 13 décembre 1990,

Adopte :

Article 1er.— L'article 1er de la délibération n° 90-102 AT du 25 octobre 1990 susvisée est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

"En outre, elle aménage certaines dispositions relatives au régime d'assurance maladie-invalidité des travailleurs salariés".

Art. 2.— Le Président du gouvernement du territoire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Franklin BROTHERSON.

Le président,  
Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 90-125 AT du 13 décembre 1990 relative à l'aide médicale de solidarité.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu le décret du 27 avril 1939 réglementant l'admission et le séjour des français sujets et protégés français et des étrangers dans les Etablissements français de l'Océanie, promulgué par arrêté n° 657 C du 28 juin 1939 ;

Vu l'ordonnance n° 1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 modifiée relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-519 du 28 juin 1972 fixant les modalités de mise en place progressive du régime communal en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5301 BAC/FT du 24 décembre 1974 portant transfert des compétences et des charges correspondantes en matière de constructions scolaires du premier degré, aux dispensaires et postes de secours et aux dépenses d'aide sociale ;

Vu l'arrêté n° 1450 AS du 1er juin 1979 précisant les conditions d'organisation de l'aide sociale dans le territoire et dans les communes, et instituant une commission centrale de l'aide sociale ;

Vu la délibération n° 90-102 AT du 25 octobre 1990 fixant les orientations générales en matière d'accès aux services sanitaires publics et à la prise en charge des patients qui les fréquentent, et aménageant certaines dispositions du régime d'assurance maladie-invalidité des travailleurs salariés ;

Vu la délibération n° 90-112 AT du 25 octobre 1990 portant ouverture de la session ordinaire dite session budgétaire de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 1355 CM du 12 décembre 1990 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 144-90 du 13 décembre 1990 de la commission de la santé, de l'éducation, de la solidarité et des affaires sociales ;

Dans sa séance du 13 décembre 1990,

Adopte :

Article 1er.— *Définition*

1.1 - L'aide médicale de solidarité est un régime financé par le territoire et les communes, permettant aux bénéficiaires d'accéder à des soins de qualité dans le cadre des formations sanitaires publiques et des établissements privés participant au service public hospitalier.

La plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement s'impose tant aux praticiens qu'aux bénéficiaires de l'aide médicale de solidarité.

1.2 - Quand une personne bénéficie de l'aide médicale de solidarité, les frais suivants sont pris en charge :

- hospitalisation,
- soins médicaux et paramédicaux,
- fournitures pharmaceutiques liées à une prescription.

En outre, le régime de l'aide médicale de solidarité peut prendre en charge les cotisations du bénéficiaire à un régime d'assurance maladie-invalidité dans le cadre d'une convention à conclure avec l'organisme gestionnaire dudit régime.

1.3 - Le régime de l'aide médicale de solidarité est géré et financé dans les conditions prévues au titre III.

#### TITRE I - Conditions et procédures d'admission à l'aide médicale de solidarité

##### Art. 2. — Conditions générales d'admission

2.1 - Peut prétendre au bénéfice de l'aide médicale de solidarité toute personne :

- nécessitant des soins externes ou une hospitalisation,
- non éligible à un autre régime d'assurance maladie-invalidité,
- privée de ressources suffisantes,
- de nationalité française, ou étrangère autorisée à résider sur le territoire,
- résidant sur le territoire depuis au moins trois ans.

2.2 - L'admission à l'aide médicale de solidarité est accordée pour un an, sauf affiliation à un régime d'assurance maladie-invalidité avant le terme de cette période.

La prise en charge porte sur la totalité des dépenses sans avance de frais par le bénéficiaire.

##### Art. 3. — Domicile de secours

La prise en charge par le régime de l'aide médicale de solidarité est liée au principe du domicile de secours.

Le domicile de secours s'acquiert par une résidence habituelle de 3 mois au moins dans une commune, postérieurement à la majorité ou à l'émancipation de l'intéressé, sauf pour les personnes admises dans les établissements sanitaires et sociaux qui conservent le domicile de secours qu'elles avaient acquis avant leur entrée dans l'établissement.

Les enfants mineurs non émancipés ont le domicile de secours de la personne qui exerce l'autorité parentale ou la tutelle confiée en application de l'article 390 du code civil.

Le domicile de secours se perd :

- par une absence ininterrompue de 3 mois postérieurement à la majorité ou à l'émancipation, sauf si celle-ci est motivée par un séjour dans un établissement sanitaire ou social,
- par l'acquisition d'un autre domicile de secours.

##### Art. 4. — Commission d'admission à l'aide médicale de solidarité

Le bénéfice de l'aide médicale de solidarité est prononcé par une commission d'admission, présidée par un magistrat en activité ou honoraire, désigné par les chefs de la cour d'appel. Elle comprend en outre :

- un agent de la direction de la santé publique désigné en conseil des ministres sur proposition du ministre chargé de la santé,
- deux agents du service des affaires sociales désignés en conseil des ministres sur proposition du ministre chargé de la solidarité,
- trois représentants de services sociaux communaux désignés par les maires siégeant au comité de gestion du fonds intercommunal de péréquation.

Siègent avec voix consultative un représentant du service social de la Caisse de prévoyance sociale, et un représentant du service social du régime de protection sociale en milieu rural.

Le secrétariat de la commission d'admission à l'aide médicale de solidarité est assuré par le service des affaires sociales.

La commission se réunit au moins une fois par mois. Les modalités de son organisation et de son fonctionnement sont fixées par arrêté en conseil des ministres.

##### Art. 5. — Procédure normale d'admission

5.1 - La procédure normale d'admission à l'aide médicale de solidarité comporte le dépôt d'une demande à la mairie de résidence du postulant, dans les formes prévues à l'article 7. Il en est délivré récépissé.

Indépendamment du bien fondé de la demande, le dossier est vérifié et transmis, par le service social communal, avec avis motivé, au service des affaires sociales, dans le mois du dépôt de la demande.

Le service des affaires sociales dispose d'un mois pour instruire le dossier et l'insérer à l'ordre du jour de la prochaine commission d'admission à l'aide médicale de solidarité.

La décision est prise par la commission, après délibération. Par l'intermédiaire du service social communal, elle est notifiée au demandeur par le secrétariat de la commission. La notification fait mention des recours qui lui sont offerts.

5.2 - En cas de demande de renouvellement du bénéfice de l'aide médicale de solidarité, les délais impartis au service social communal et au service des affaires sociales sont ramenés à quinze jours.

Est considérée comme renouvellement, toute demande présentée dans la même commune et dans l'année qui suit la demande initiale.

##### Art. 6. — Procédure d'admission d'urgence

Lorsqu'un malade doit être soigné ou hospitalisé en urgence sans avoir pu présenter au préalable sa demande d'admission à

l'aide médicale de solidarité, l'établissement doit l'informer ou informer ses proches du montant des frais de soins ou de séjour.

Lorsque l'intéressé ou ses proches affirment qu'il n'est couvert par aucune assurance sociale et qu'il est dans l'impossibilité de payer, une demande d'aide médicale de solidarité devra être adressée par l'établissement au service social de la commune de résidence du patient dans le délai de 72 heures suivant l'admission. La copie de cette demande est déposée dans le même délai au service des affaires sociales qui en accuse immédiatement réception.

Si ce délai n'est pas observé, les frais exposés jusqu'à la date de l'accusé de réception sont à la charge exclusive de l'établissement.

Un certificat médical constatant l'urgence des soins ou de l'hospitalisation devra être joint à la demande.

Indépendamment du bien fondé de la demande, le service social communal constitue le dossier et le transmet au service des affaires sociales dans les quinze jours suivant la réception de la demande. Le service des affaires sociales dispose d'un mois pour assurer l'instruction du dossier et le transmettre à la prochaine commission d'admission à l'aide médicale de solidarité.

La décision et sa notification interviennent conformément aux dispositions de l'article 5. Le service des affaires sociales adresse une copie de la décision à l'établissement.

#### Art. 7.— *Pièces à fournir à l'appui d'une demande d'admission*

La demande d'admission au bénéfice de l'aide médicale de solidarité est constituée par la réunion des pièces suivantes :

- lettre de demande adressée au président de la commission d'admission,
- fiche familiale d'état civil datant de moins de 3 mois,
- document justifiant que l'intéressé réside depuis trois ans en Polynésie française,
- document justifiant que l'intéressé réside depuis 3 mois au moins dans une commune de Polynésie française,
- photocopie d'une pièce d'identité,
- trois derniers justificatifs de revenus, le cas échéant.

#### Art. 8.— *Evaluation des ressources*

L'évaluation des ressources des postulants au bénéfice de l'aide médicale de solidarité est fondée sur les éléments suivants :

- *Revenus du travail :*
  - revenus salariaux des travailleurs dont les conditions d'activité ne permettent pas de bénéficier d'un régime d'assurance maladie-invalidité et accident du travail :
    - revenus professionnels ;
    - avantages en nature ;
  - professions libérales et commerçants non assurés sociaux :
    - revenus annuels nets ;
- *Pensions et rentes viagères :*
  - pensions alimentaires et ressources en provenance d'obligés alimentaires,

- pensions de retraite civile et militaire,
- pensions vieillesse, d'invalidité, autres allocations versées par un quelconque régime de protection sociale,
- pensions de victimes de guerre ;

- *Capitaux mobiliers et immobiliers productifs de revenus ou non,*

- *Dons et legs,*

- *et tous autres éléments de revenus, à l'exception :*

- de l'allocation de solidarité aux personnes âgées,
- des retraites de combattant,
- des pensions attachées aux distinctions honorifiques,
- des prestations familiales.

#### Art. 9.— *Carte de bénéficiaire*

Lorsqu'une personne est admise à l'aide médicale, suivant la procédure normale ou d'urgence, la commission d'admission à l'aide médicale de solidarité délivre une carte de bénéficiaire qui comporte le numéro de dossier familial, le nom, le prénom, la date de naissance, le lieu de résidence habituel du bénéficiaire et de ses ayants droit, la date d'ouverture des droits ainsi que la date limite de prise en charge.

### TITRE II - *Litiges et recours*

#### Art. 10.— *Litiges*

10.1 - Lorsque la commission d'admission à l'aide médicale de solidarité a admis une personne pour laquelle aucun domicile de secours n'a pu être clairement déterminé, la commission désigne la commune du domicile de secours au vu des pièces du dossier et des éléments de l'enquête éventuellement diligentée par le service des affaires sociales.

10.2 - Les frais engagés sans que les formalités d'admission aient été accomplies ou sans que les autres prescriptions du présent règlement aient été respectées, restent à la charge de l'intéressé ou de la collectivité responsable de l'irrégularité commise.

10.3 - Les patients dont la demande d'aide médicale de solidarité aura été rejetée par la commission d'admission se verront facturer en leur nom propre le coût des soins dispensés à leur profit. Le recours gracieux a un effet suspensif sur le recouvrement.

#### Art. 11.— *Recours*

11.1 - Les décisions de la commission d'admission à l'aide médicale de solidarité sont susceptibles de recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de leur notification aux intéressés, devant la commission des recours qui est présidée par un magistrat désigné par les chefs de la cour d'appel.

Outre le président, la commission des recours comprend :

- un conseiller désigné chaque année par l'assemblée territoriale,
- un maire, désigné chaque année par les maires siégeant au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation,



- le directeur de la santé publique, ou son représentant,
- le chef du service des affaires sociales ou son représentant.

Le recours peut être formé par :

- le demandeur,
- le service ou établissement qui fournit la prestation,
- le médecin traitant,
- le maire,
- le ministre chargé de la santé,
- le ministre chargé de la solidarité,
- le président de la commission d'admission.

Le requérant, accompagné ou représenté par la personne de son choix, peut être entendu par la commission des recours lorsqu'il le souhaite.

11.2 - La commission des recours statue dans les deux mois de sa saisine.

Le secrétariat de la commission des recours est assuré par le service des affaires sociales.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission sont fixées par arrêté en conseil des ministres.

### TITRE III - Gestion et financement de l'aide médicale de solidarité

Art. 12. — *Organisme gestionnaire et ordonnancement des dépenses*

Le territoire, organisme gestionnaire et tiers-payant unique du régime d'aide médicale de solidarité, règle les prestations fournies aux bénéficiaires de l'aide médicale de solidarité, selon les modalités prévues par la délibération n° 90-102 AT du 25 octobre 1990.

A ce titre, il est signataire de la convention de financement du budget global du Centre hospitalier territorial prévue par l'article 16 de la délibération précitée, pour ce qui concerne l'hospitalisation des ressortissants de l'aide médicale de solidarité dans l'établissement.

Les opérations pratiques de gestion de ce régime peuvent être confiées à la Caisse de prévoyance sociale.

Art. 13. — *Comité de gestion de l'aide médicale de solidarité*

13.1 - Il est constitué un comité de gestion, de l'aide médicale de solidarité, chargé :

- d'évaluer le coût annuel des soins prodigués aux personnes éligibles à une prise en charge de l'aide médicale de solidarité, ainsi que les charges techniques du régime,
- de proposer à la décision conjointe du haut-commissaire et du Président du gouvernement du territoire, la fixation du montant de l'enveloppe nécessaire au financement annuel du régime, et sa répartition à parts égales entre le territoire et les communes,
- de dresser, au terme de chaque exercice, le bilan de la gestion du régime d'aide médicale de solidarité.

13.2 - Le comité de gestion de l'aide médicale de solidarité est placé sous la présidence conjointe du haut-commissaire et du Président du gouvernement du territoire, ou de leur représentant. Il est en outre composé des membres suivants :

- *au titre du territoire :*
  - le ministre chargé de la santé, ou son représentant ;
  - le ministre chargé de la solidarité, ou son représentant ;
- *au titre de l'Etat :*
  - le secrétaire général ou son représentant ;
  - le trésorier-payeur général ou son représentant ;
- *au titre des communes :*
  - trois maires désignés par les maires siégeant au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation.

13.3 - Le comité de gestion de l'aide médicale de solidarité dispose du concours des services administratifs nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Le secrétariat du comité de gestion de l'aide médicale de solidarité est assuré à la diligence du ministre chargé de la santé.

### Art. 14. — *Quote-part communale*

La quote-part de chaque commune au financement de l'aide médicale de solidarité est déterminée annuellement par arrêté du haut-commissaire. En application des termes de l'arrêté n° 5301 BAC du 24 décembre 1974, elle est reversée mensuellement au territoire par douzièmes provisionnels.

### TITRE IV - Dispositions diverses

#### Art. 15. — *Dispositions transitoires*

Dans l'attente du contrescail du garde des sceaux, conformément à l'ordonnance du 22 décembre 1958 (pour participation de magistrats aux commissions prévues aux articles 4 et 11 ci-dessus) :

- la commission d'admission est présidée par le président du conseil économique, social et culturel ;
- la commission des recours est présidée par l'inspecteur général de l'administration territoriale.

Art. 16. — La présente délibération abroge toute disposition antérieure contraire.

Art. 17. — Le Président du gouvernement du territoire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Franklin BROTHÉRON.

Le président,  
Jean JUVENTIN.

**DELIBERATION n° 90-127 AT du 13 décembre 1990 accordant l'aval du territoire à la Caisse de soutien des prix du coprah pour un emprunt de 150.000.000 F CFP auprès de la banque Socrédo.**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu le décret du 30 septembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu les délibérations n° 83-129 du 26 août 1983 et n° 84-48 du 26 avril 1984 portant réglementation de la procédure applicable aux dotations affectées aux dépenses en capital du territoire ;

Vu la délibération n° 67-99 du 11 août 1967 de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par arrêté n° 2764 AE du 11 août 1967 créant une Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu la délibération n° 74-31 du 7 mars 1974 de l'assemblée territoriale modifiant les articles 5 et 6 de la délibération n° 67-99 du 11 août 1967 ;

Vu l'arrêté n° 548 CM du 3 juin 1985, modifié par l'arrêté n° 1135 CM du 24 septembre 1986, relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Caisse de soutien des prix du coprah" ;

Vu l'arrêté n° 475 CM du 11 avril 1989 portant réglementation budgétaire, financière et comptable des établissements publics territoriaux, modifié par l'arrêté n° 1006 CM du 13 septembre 1990 ;

Vu la délibération n° 90-112 AT du 25 octobre 1990 portant ouverture de la session ordinaire dite session budgétaire de l'assemblée territoriale ;

Vu la décision du conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah en date du 10 décembre 1990 ;

Vu l'arrêté n° 1353 CM du 12 décembre 1990 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 8-90 CSCP du 10 décembre 1990 relative à la souscription d'un emprunt auprès de la banque Socrédo ;

Vu l'arrêté n° 1354 CM du 12 décembre 1990 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 142-90 du 13 décembre 1990 de la commission des affaires financières, de l'économie et du plan ;

Dans sa séance du 13 décembre 1990,

Adopte :

Article 1er. — Le territoire de la Polynésie française accorde sa garantie à la Caisse de soutien des prix du coprah pour le remboursement d'un emprunt de cent cinquante millions de francs CFP (150.000.000 F CFP) que cet établissement se propose de contracter auprès de la banque Socrédo, pour une période de 5 ans, au taux d'intérêt de 10,50 % avec un différé d'un an.

Au cas où ledit établissement, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes qu'il doit aux échéances conve-

nues, ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, le territoire de la Polynésie française s'engage à effectuer le paiement en ses lieu et place, à hauteur des montants restant à percevoir par l'établissement bancaire, sur simple demande écrite de celui-ci.

Art. 2. — Le territoire de la Polynésie française s'engage pendant toute la durée de l'amortissement, à créer, en cas de besoin, une recette suffisante pour couvrir le montant de l'emprunt avalisé.

Art. 3. — Le Président du gouvernement est autorisé à intervenir au nom du territoire pour la signature de la convention d'aval.

Art. 4. — Le Président du gouvernement du territoire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,  
Franklin BROTHERSON.

Le président,  
Jean JUVENTIN.

## ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

### MINISTRE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT, DE L'ENERGIE ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

**ARRETE n° 1376 CM du 14 décembre 1990 fixant les conditions particulières de circulation publique sur les voies de la concession des forces hydrauliques de la Haute Papenoo, pendant la durée des travaux d'aménagement.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination des membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 84-1049 AT du 28 décembre 1984 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

Vu l'arrêté n° 150 CM du 27 février 1985 relatif à la forme et à la procédure des demandes en concession ou en autorisation et des déclarations d'utilité publique des ouvrages hydrauliques ;

Vu l'arrêté n° 344 CM du 30 mars 1990 portant approbation de la convention n° 89-2039 du 18 décembre 1989 et du cahier des charges de la concession de forces hydrauliques de la Haute Papenoo ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 12 décembre 1990,

#### Arrête :

Article 1er.— Les voies de circulation dans la zone de la concession comprennent :

- La piste principale de circulation qui relie la basse vallée de la Papenoo à la vallée de la Vaihiria en passant par le relais de la Maroto et le tunnel de Urufaru ;
- Les pistes secondaires d'accès tracées par le concessionnaire pour lui permettre de réaliser les différents équipements dans chacune des vallées.

Art. 2.— La circulation sur ces pistes ne devra pas rencontrer d'opposition de la part du concessionnaire. Cependant, durant la période de réalisation des travaux, la circulation est réglementée par les dispositions ci-après.

Art. 3.— Les zones de la concession devant faire l'objet d'un accès réglementé, seront définies par le concessionnaire, après accord du ministre chargé de l'énergie, en fonction du phasage et des impératifs de l'évolution du chantier d'aménagement de la Haute Papenoo.

Cet accès réglementé sera maintenu en place le temps nécessaire pour que la sécurité de la circulation publique soit assurée.

Art. 4.— Chacune de ces zones fera l'objet d'un balisage par panneaux implantés aux accès du périmètre concerné. Ces panneaux rappelleront pour chaque chantier les consignes générales ou spécifiques du chantier concerné.

Art. 5.— Indépendamment des dispositions particulières qui pourraient être imposées pour un chantier déterminé, les règles générales suivantes devront impérativement être respectées :

- port du casque obligatoire ;
- strict respect de la signalisation relative aux tirs à l'explosif ;
- interdiction de gêner l'évolution des engins de chantiers ;
- priorité aux véhicules ou engins de chantier sur la zone considérée ;
- interdiction de stationner sur les aires d'évolution de véhicules, dans des virages, sur des pistes étroites, sur les aires d'atterrissage des hélicoptères ;
- limitation de la vitesse de déplacement à 25 km/h dans la zone concernée.

Art. 6.— Les personnes désirant pénétrer sur la zone des chantiers doivent se faire connaître au responsable à l'entrée du chantier qui les informera sur les conditions de circulation et sur l'éventuelle existence de zones dangereuses en particulier lors de tirs de mines.

Les visiteurs sont tenus de signaler le lieu où ils veulent se rendre et la durée de la visite. Ils devront également signaler leur départ du chantier.

Art. 7.— En cas de péril imminent, tout ou partie de la zone des travaux pourra être temporairement interdite à la circulation par le maître d'œuvre, responsable des travaux, durant la seule période

de risque. Dans ce cas, il en informera immédiatement le ministre chargé de l'énergie qui garde toute liberté d'appréciation quant à la suite à donner à la mise en œuvre de cette procédure.

Art. 8.— L'accès du public est interdit dans les enceintes réservées aux équipements de chantier des entreprises (ateliers, entrepôts, stockages d'hydrocarbures, bureaux et locaux sociaux).

Art. 9.— Sous réserve du respect des règles prévues aux articles 5 et 6 ci-dessus, les services du territoire, amenés à effectuer des visites de contrôle dans le cadre des réglementations dont ils ont la charge, auront librement accès aux différentes zones du chantier définies en application du présent arrêté.

Art. 10.— Afin d'en assurer une large publicité, outre l'affichage aux limites des zones de chantier, le présent arrêté sera affiché :

- à la mairie de Hitiaa O Te Ra ;
- à la mairie annexe de Papenoo ;
- à la mairie de Papeari ;
- sur un panneau rappelant l'ensemble des règles de sécurité implanté avant le franchissement du 1er gué aval de la rivière Papenoo ;
- au débouché du tunnel ;
- au relais de la Maroto.

Art. 11.— Le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 décembre 1990.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer, de l'équipement,  
de l'énergie et des postes et télécommunications,*  
Boris LEONTIEFF.

#### MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**ARRETE N° 1450 CM du 20 décembre 1990 fixant les prix de journée d'hospitalisation au Centre hospitalier territorial de la Polynésie française (hôpital de Mamao) pour l'année 1991.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu la délibération n° 83-181 AT du 4 novembre 1983 relative à la création d'un établissement public dénommé "Centre hospitalier territorial de la Polynésie française (hôpital de Mamao)";

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du "Centre hospitalier territorial de la Polynésie française";

Vu la délibération n° 90-102 AT du 25 octobre 1990 relative aux orientations générales en matière d'accès aux services sanitaires publics et à la prise en charge des patients qui les fréquentent et aménageant certaines dispositions relatives au régime d'assurance maladie-invalidité des travailleurs salariés et notamment son article 14 ;

Vu l'avis du conseil d'administration du Centre hospitalier territorial réuni le 14 décembre 1990 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 décembre 1990,

#### Arrête :

Article 1er.— Les prix de journée applicables au Centre hospitalier territorial de la Polynésie française (hôpital de Mamao) pour compter du 1er janvier 1991, sont les suivants :

##### I - Hospitalisation complète :

- médecine	33.000 F
- cardiologie	68.150 F
- chirurgie	36.500 F
- gynécologie	41.700 F
- obstétrique	34.300 F
- O.R.L./O.P.H.T.	37.850 F
- réanimation	117.700 F
- pédiatrie	35.250 F
- néphrologie	55.900 F

Un supplément de 4.000 F est perçu pour le séjour en chambre hors classe.

##### II - Hospitalisation incomplète :

- hémodialyse	48.000 F
---------------	----------

Art. 2.— Le prix de journée intègre tous actes et consultations aux hospitalisés, hormis :

- les actes de scanographie qui sont facturés conformément à la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux rendus applicables par l'arrêté n° 3347 AA/S du 18 octobre 1972 ;
- les séances de dialyses qui sont facturées conformément au tarif prévu à l'article 1er du présent arrêté ;
- les fournitures de prothèse qui sont facturées à leur prix de revient.

Art. 3.— Le prix de journée d'hébergement des accompagnants demeure inchangé à :

- 4.000 F pour le séjour hors classe,
- 3.000 F en classe normale,
- 2.000 F au titre de l'assistance médicale de solidarité.

Art. 4.— Le présent arrêté abroge toute disposition contraire.

Art. 5.— Le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 décembre 1990.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la santé,  
de l'environnement et de la recherche scientifique,*  
Jacqui DROLLET.

#### **ARRETE N° 1453 CM du 20 décembre 1990 fixant la tarification des actes professionnels pratiqués en Polynésie française selon la nomenclature en vigueur.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 3347 AA/S du 18 octobre 1972 établissant une nouvelle nomenclature générale des actes professionnels des médecins, chirurgiens, spécialistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux ;

Vu l'arrêté n° 526 I.ADM du 3 février 1975 portant réorganisation du service territorial de santé publique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5949 S du 13 octobre 1976 modifiant la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, chirurgiens-dentistes, spécialistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux ;

Vu les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 1377 S du 9 mai 1979 fixant la tarification des actes professionnels pratiqués en Polynésie française selon la nomenclature officielle en vigueur par les médecins, les chirurgiens, les spécialistes, les sages-femmes et les auxiliaires médicaux ;

Vu l'arrêté n° 627 CM du 21 mai 1987 fixant la tarification des actes professionnels pratiqués par les médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux, des actes de biologie médicale et de divers actes ou services réalisés dans les formations de santé publique ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale dans sa séance du 13 décembre 1990 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 décembre 1990,

#### Arrête :

Article 1er. — Les tarifs de remboursement des actes professionnels médicaux et paramédicaux, des analyses non médicales, des analyses toxicologiques, des cessions de médicaments et de sang et de divers services exécutés dans les formations sanitaires publiques autres que celles de la direction de la santé publique (au Centre hospitalier public et à l'Institut Malardé) sont fixés comme précisés au présent arrêté. Ces tarifs serviront de tarif d'autorité pour les remboursements de la Caisse de prévoyance sociale en l'absence de convention directe entre celle-ci et les médecins exerçant en clientèle privée.

#### 1°) - Tarifs des actes professionnels

CMI - certificat d'accident du travail .....	1.000
CCB - certificat pour coups et blessures .....	4.000
C - consultation au cabinet par le médecin omnipraticien et le chirurgien-dentiste .....	2.200
CSF - consultation au cabinet par la sage-femme .....	1.520
CS - consultation au cabinet par un médecin spécialiste qualifié .....	3.100
- consultation au cabinet par le médecin neuropsychiatre qualifié, psychiatre qualifié ou neurologue qualifié .....	4.250
V - visite du malade par le médecin omnipraticien .....	3.200
V - visite au domicile du malade par le chirurgien-dentiste .....	3.000
V - visite au domicile du malade par la sage-femme .....	2.100
VS - visite au domicile du malade par le médecin spécialiste qualifié .....	4.000
K - actes de chirurgie et de spécialités pratiqués par le médecin .....	440
KC - actes de chirurgie ou d'anesthésie supérieurs ou égaux à 35 .....	455
KB - actes de prélèvements pratiqués par un biologiste non médecin ni auxiliaire médical .....	440
VNP - visite au domicile du malade par le médecin neuropsychiatre qualifié, psychiatre qualifié ou neurologue qualifié .....	6.000
KSO - K salle d'opération .....	255
SPM et SCP - actes d'orthopédie dentofaciale, actes pour obturations dentaires définitives et traitement des parodontoses et actes de prothèse dentaire respectivement pratiqués par le médecin et par le chirurgien-dentiste .....	470
D - actes autres que d'orthopédie dentofaciale, d'obturation dentaire définitive, de traitement des parodontoses et de prothèse dentaire pratiqués par le chirurgien-dentiste .....	425
SF - actes pratiqués par la sage-femme .....	430
SFI - soins infirmiers pratiqués par la sage-femme .....	380
AMM - actes pratiqués par le masseur-kinésithérapeute .....	420
AMI - actes pratiqués par l'infirmier ou l'infirmière .....	420
AMO - actes pratiqués par l'orthophoniste .....	415

AMY - actes pratiqués par l'aide orthophoniste .....	415
AMP - actes pratiqués par le pédicure .....	305

#### Actes utilisant des radiations ionisantes

ZS - pratiqués par électroradiologiste ou gastro-entérologue .....	350
ZS - pratiqués par rhumatologue ou pneumophysiologue .....	350
ZN - pratiqués par le médecin ou chirurgien-dentiste ou autre spécialiste .....	300

#### Forfait accouchement par un médecin

ACS - accouchement simple .....	20.000
ACM - accouchement gémellaire .....	22.000

#### Forfait accouchement par sage-femme

ASS - accouchement simple .....	15.500
ASM - accouchement gémellaire .....	16.500
ASO - forfait pour salle d'accouchement .....	16.800
MN - majoration pour visite ou consultation de nuit par les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes .....	2.500
MD - majoration pour visite ou consultation les dimanches et jours fériés légaux par les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes .....	1.800
MDN - majoration de nuit pour les actes effectués par les auxiliaires médicaux et les sages-femmes lorsqu'elles dispensent des soins infirmiers .....	1.000
MDI - majoration de dimanche et des jours fériés légaux pour les actes effectués par les auxiliaires médicaux et les sages-femmes lorsqu'elles dispensent des soins infirmiers .....	800
IFK - indemnité forfaitaire de déplacement .....	300
IK - indemnité horo-kilométrique (distance supérieure à 5 km) .....	85
- transport en ambulance forfait entre le P.K. 8 Est et le P.K. 8 Ouest .....	800
par kilomètre parcouru .....	50

#### 2°) Tarifs des actes de biologie médicale

B - actes de biologie médicale .....	57
BP - actes d'anatomopathologie .....	60

#### 3°) Tarif des analyses non médicales

- humidité (dosage) .....	430
- humidité des huiles .....	880
- bains arsénicaux .....	880
- hypochlorites (degré) .....	880
- vin (sommaire) .....	3.390
- vin (complet) .....	6.175
- lait (sommaire) .....	2.805
- lait (complet) .....	5.445
- savon (sommaire) .....	1.400
- savon (complet) .....	3.390
- acidité des huiles .....	880

- farine (conservation) .....	1.400
- farine (complète) .....	5.445
- eau (potabilité) .....	2.090
- eau (potabilité et minéralisation) .....	5.690
- recherche élément minéral .....	220
- recherche PB et AS .....	730
- dosage PB et AS .....	1.155
- recherche substance organique .....	430
- recherche et dosage substance organique .....	1.155

#### 4°) Toxicologie

- dans les substances autres que viscères	
- recherche .....	730
- dosage .....	2.750
- dans les viscères	
- recherche d'un toxique .....	2.180
- par toxique supplémentaire .....	430
- dosage .....	4.115

#### 5°) Cession de médicaments

Les médicaments composés et les spécialités seront cédés au prix de revient de la pharmacie d'approvisionnement majoré de 30 %.

#### 6°) Tarif de cession de produits sanguins

- sang total-unité adulte de 300 à 400 ml .....	7.200
- culot sanguin UA .....	7.850
- plasma frais congelé (UA) 200 ml au minimum ..	3.100
- concentré de globule rouge (UE) .....	4.800
- globules rouges lavés (UA) .....	8.400
- culot leuco-plaquettaire (enfant) .....	9.600
- culot leuco-plaquettaire (adulte) .....	19.200
- globules rouges congelés (sang congelé UA) .....	18.000

#### 7°) Divers

a) Mise en bière .....	6.000
Dépôt à la morgue par tranche de 12 heures .....	800
b) Certificat d'aptitude à la conduite du P.L., transport en commun, engins spéciaux. Ces certificats comprenant trois consultations spécialisées : médecine, ophtalmologie, otorhinolaryngologie, un électrocardiogramme et une radiographie pulmonaire, forfait .....	8.500

Art. 2.— Les révisions tarifaires sont présentées en conseil des ministres par le ministre chargé de la santé sur proposition du directeur de la santé publique.

Art. 3.— Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent arrêté et notamment les arrêtés n° 1377 S du 9 mai 1979 et n° 627 CM du 27 mai 1987 susvisés.

Art. 4.— Le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 décembre 1990.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la santé,  
de l'environnement et de la recherche scientifique,*  
Jacqui DROLLET.

**ARRETE N° 1454 CM du 20 décembre 1990 fixant la tarification des actes professionnels pratiqués par les médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux, des actes de biologie médicale et de divers actes ou services réalisés dans les formations sanitaires de la direction de la santé publique.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 3347 AA/S du 18 octobre 1972 établissant une nouvelle nomenclature générale des actes professionnels des médecins, chirurgiens, spécialistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux ;

Vu l'arrêté n° 526 I.ADM du 3 février 1975 portant réorganisation du service territorial de santé publique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5949 S du 13 octobre 1976 modifiant la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, chirurgiens-dentistes, spécialistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux ;

Vu la délibération n° 90-102 AT du 25 octobre 1990 relative aux orientations générales en matière d'accès aux services sanitaires publics et à la prise en charge des patients qui les fréquentent et aménageant certaines dispositions relatives au régime d'assurance maladie-invalidité des travailleurs salariés ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale dans sa séance du 13 décembre 1990 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 décembre 1990,

Arrête :

Article 1er.— Les tarifs des actes professionnels pratiqués par les médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux au sein des formations sanitaires de la direction de la

santé publique sont ainsi fixés à compter de la date de publication du présent arrêté.

### 1°) - Tarifs des actes professionnels

CMI - certificat d'accident du travail .....	700
CCB - certificat pour coups et blessures .....	2.800
C - consultation au cabinet par le médecin omnipraticien et le chirurgien-dentiste .....	1.540
CSF - consultation au cabinet par la sage-femme .....	1.064
CS - consultation au cabinet par un médecin spécialiste qualifié .....	2.170
- consultation au cabinet par le médecin neuropsychiatre qualifié, psychiatre qualifié ou neurologue qualifié .....	2.975
V - visite du malade par le médecin omnipraticien .....	2.240
V - visite au domicile du malade par le chirurgien-dentiste .....	2.100
V - visite au domicile du malade par la sage-femme .....	1.470
VS - visite au domicile du malade par le médecin spécialiste qualifié .....	2.800
K - actes de chirurgie et de spécialités pratiqués par le médecin .....	308
KC - actes de chirurgie ou d'anesthésie supérieurs ou égaux à 35 .....	318
KB - actes de prélèvements pratiqués par un biologiste non médecin ni auxiliaire médical .....	308
VNP - visite au domicile du malade par le médecin neuropsychiatre qualifié, psychiatre qualifié ou neurologue qualifié .....	4.200
KSO - K salle d'opération .....	178
SPM et SCP - actes d'orthopédie dentofaciale, actes pour obturations dentaires définitives et traitement des parodontoses et actes de prothèse dentaire respectivement pratiqués par le médecin et par le chirurgien-dentiste .....	329
D - actes autres que d'orthopédie dentofaciale, d'obturation dentaire définitive, de traitement des parodontoses et de prothèse dentaire pratiqués par le chirurgien-dentiste .....	297
SF - actes pratiqués par la sage-femme .....	301
SFI - soins infirmiers pratiqués par la sage-femme .....	266
AMM - actes pratiqués par le masseur-kinésithérapeute .....	294
AMI - actes pratiqués par l'infirmier ou l'infirmière .....	294
AMO - actes pratiqués par l'orthophoniste .....	290
AMY - actes pratiqués par l'aide orthophoniste .....	290
AMP - actes pratiqués par le pédicure .....	213

### Actes utilisant des radiations ionisantes

ZS - pratiqués par électroradiologiste ou gastro-entérologue .....	245
ZS - pratiqués par rhumatologue ou pneumophtisiologue .....	245
ZN - pratiqués par le médecin ou chirurgien-dentiste ou autre spécialiste .....	210

### Forfait accouchement par un médecin

ACS - accouchement simple .....	14.000
ACM - accouchement gémellaire .....	15.400

### Forfait accouchement par sage-femme

ASS - accouchement simple .....	10.850
ASM - accouchement gémellaire .....	11.550
ASO - forfait pour salle d'accouchement .....	11.760
MN - majoration pour visite ou consultation de nuit par les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes .....	1.750
MD - majoration pour visite ou consultation les dimanches et jours fériés légaux par les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes .....	1.260
MDN - majoration de nuit pour les actes effectués par les auxiliaires médicaux et les sages-femmes lorsqu'elles dispensent des soins infirmiers .....	700
MDI - majoration de dimanche et des jours fériés légaux pour les actes effectués par les auxiliaires médicaux et les sages-femmes lorsqu'elles dispensent des soins infirmiers .....	560
IFK - indemnité forfaitaire de déplacement .....	210
IK - indemnité horo-kilométrique (distance supérieure à 5 km) .....	60
- transport en ambulance forfait entre le P.K. 8 Est et le P.K. 8 Ouest .....	560
par kilomètre parcouru .....	35

### 2°) Tarifs des actes de biologie médicale

B - actes de biologie médicale .....	40
BP - actes d'anatomopathologie .....	42

### 3°) Tarif des analyses non médicales

- humidité (dosage) .....	430
- humidité des huiles .....	880
- bains arsénicaux .....	880
- hypochlorites (degré) .....	880
- vin (sommaire) .....	3.390
- vin (complet) .....	6.175
- lait (sommaire) .....	2.805
- lait (complet) .....	5.445
- savon (sommaire) .....	1.400
- savon (complet) .....	3.390
- acidité des huiles .....	880
- farine (conservation) .....	1.400
- farine (complète) .....	5.445
- eau (potabilité) .....	2.090
- eau (potabilité et minéralisation) .....	5.690
- recherche élément minéral .....	220
- recherche PB et AS .....	730
- dosage PB et AS .....	1.155
- recherche substance organique .....	430
- recherche et dosage substance organique .....	1.155

### 4°) Toxicologie

- dans les substances autres que viscères	
- recherche .....	730
- dosage .....	2.750
- dans les viscères	
- recherche d'un toxique .....	2.180

- par toxique supplémentaire .....	430
- dosage .....	4.115

#### 5°) Cession de médicaments

Les médicaments composés et les spécialités seront cédés au prix de revient de la pharmacie d'approvisionnement.

#### 6°) Tarif de cession de produits sanguins

- sang total-unité adulte de 300 à 400 ml .....	7.200
- culot sanguin UA .....	7.850
- plasma frais congelé (UA) 200 ml au minimum ..	3.700
- concentré de globule rouge (UE) .....	4.800
- globules rouges lavés (UA) .....	8.400
- culot leuco-plaquettaire (enfant) .....	9.600
- culot leuco-plaquettaire (adulte) .....	19.200
- globules rouges congelés (sang congelé UA) .....	18.000

#### 7°) Divers

a) Mise en bière .....	6.000
Dépôt à la morgue par tranche de 12 heures .....	800

b) Certificat d'aptitude à la conduite du P.L., transport en commun, engins spéciaux. Ces certificats comprenant trois consultations spécialisées : médecine, ophtalmologie, otorhinolaryngologie, un électrocardiogramme et une radiographie pulmonaire, forfait.....	8.500
--	-------

Art. 2.— Les révisions tarifaires sont présentées en conseil des ministres par le ministre chargé de la santé sur proposition du directeur de la santé publique.

Art. 3.— Le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 décembre 1990.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la santé,  
de l'environnement et de la recherche scientifique,*  
Jacqui DROLLET.

*La Direction et le Personnel de l'Imprimerie Officielle  
vous souhaitent une Bonne et Heureuse Année*

*La Ora na i te Matahiti Api*